HENRI WEBER

Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours

L'approche des échéances décisives en Europe méridionale, stimule le débat, à gauche de l'Union de la Gauche, sur les chances et l'allure d'une transition au socialisme dans les pays capitalistes avancés. C'est de cela , fondamentalement, dont il est question au 37e Congrès de la CFDT, au colloque du CERES sur le « compromis géographique, à la conférence nationale du PSU sur la tactique aux élections municipales de 1977 ... C'est de cela dont il sera évidemment question au prochain congrès de la Ligue Communiste Revolutionnaire.

Ce débat, les marxistes révolutionnaires entendent l'aborder sans amnésie ni dogmatisme. Sans amnésie, parce que contrairement à une certaine extrème-gauche qui s'est longtemps imaginée que la reflexion politique utile débutait aves ses propres balbutiements théoriques- tout ce qui précède n'étant qu'avatars de « L'Economisme » -, nous savons qu'une expérience historique très riche a été accumulée par la classe ouvrière européenne dans la première moitié du vingtième siècle, et que cette expérience a été largement théorisée par le mouvement communiste avant sa régression stalinienne. par l'Opposition de Gauche au stalinisme ensuite.

Il est assez cocasse de constater à quel point les ultras-gauchistes modernes, au Portugal, en Italie, en France ont reproduit jusque dans le détail les illusions et les erreurs de leurs ainés allemands, hollandais italiens de 1918-23 ; à quel point les centristes modernes répètent les illusions et les erreurs de leurs ainés espagnols ou français de 1936 ... Nous entendons donc dans ce débat, non seulement tirer le maximun d'enseignements des périodes révolutionnaires récentes, mais encore prendre appui sur la Théorie marxiste-révolutionnaire de la Révolution Socialiste dans les pays capitalistes avancés, théorie, qui, dans ses grandes lignes, existe bel et bien, forgée à travers la reflexion des marxistes contemporains sur l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917 , des révolutions allemandes de 1918 à 1923 , du mouvement des Conseils italiens, des révolutions autrichiennes et hongroises, des fronts populaires espagnols et français, etc...

Mais si nous récusons l'amnésie générale qui semble présider à l'élaboration stratégiques des gauchistes et des centristes, nous récusons également tout dogmatisme. Le monde dans lequel nous luttons est trop différent de celui des années 20 pour que les problèmes auxquels nous sommes confrontés aient été résolus par Lénine ou Trotsky. Tout au plus trouvons nous dans leurs œuvres une méthode pour les poser correctement et des indications pour les résoudre. A condition toutefois d'appréhender cette œuvre sans mysticisme, en comprenant que les « classiques du marxisme » ne sont pas une cohorte de demi-dieux énonçant des vérités premières, mais des dirigeants politiques doués d'exceptionnelles qualités et aussi de limites, raisonnant sur une réalité mouvante et complexe à partir de données nécessairement partielles. A condition donc de chercher à apprendre aussi de leurs erreurs et non de plaquer mécaniquement sur la réalité du capitalisme contemporain des schémas élaborés pour celui des années 20 et 30 . C'est d'un point de vue relativement critique, à la lumière de l'expérience accumulée, qu'il faut s'approprier, non seulement les thèses des premiers congrès de l'Internationale Communiste, mais aussi les textes clés de Trotsky, sur les révolutions allemandes, espagnoles et françaises, etc... Car c'est seulement de ce point de vue qu'on peut s'approprier l'acquis théorique du marxisme. Acquis que stérilisent irrémédiablement ceux, quels qu'ils soient, qui érigent des Mausolées et embaument les textes.

Face aux problèmes extraordinairement complexes, et à bien des égards nouveaux que pose la Révolution en Europe, en cette fin du vingtième siècle, nous ne prétendons donc pas détenir de Vérité Révélée, de réponses toutes prêtes, du haut desquelless, nous distriburions bonnes notes et mauvais points. Nous entendons contribuer à l'effort d'élaboration qui s'amorçe, sur la base de notre tradition théorique et de notre pratique militante . Ce numéro de Critique Communiste se veut une introduction à ce débat.

Mais pour que débat il y ait, encore faut-il situer les véritables points de clivages, cerner les vrais désaccords, dissiper les malentendus, c'est ce que nous efforçons de faire ici sur les trois points clés de la stratégie révolutionnaire : la conception de la conquête du pouvoir, la conception des Conseils ouvriers, le problème de la recomposition du mouvement ouvrier.

1/ Portée et limite du « modèle » de la Révolution russe

Notre référence aux expériences historiques-clés de la révolution socialiste et à l'acquis stratégique qu'elles ont permis d'édifier ne doit pas nourrir de faux procès. Pour nombre de dirigeants du PSU et de la gauche de la CFDT, il y aurait deux manières erronnées et symétriques de concevoir le passage au socialisme dans les pays capitalistes avancés : celle de l'Union de la Gauche, qui met au goût du jour la vieille ligne réformiste des voies parlementaires et celle de l'extrême-gauche, et singulièrement de ses composantes léninistes, qui plaque schématiquement le « modéle » de la Révolution russe : les révolutionnaires poussent les réformistes au gouvernement, tandis qu'eux-mêmes s'ancrent dans le mouvement de masse. Le gouvernement des gauches tient le rôle de Kerensky, les révolutionnaires lui font le coup des bolchéviks : ils opposent une surenchère débridée à sa politique conciliatrice et conquièrent ainsi progressivement la majorité au sein des comités de base. Lorsque leur hégémonie est solidement assise, l'heure de l'insurrection a sonné : c'est le grand soir, la prise du Palais d'hiver, l'assaut du ciel. Et puis la révolution triomphe ou succombe...

On ne peut nier que ce schéma simpliste inspire certains secteurs de l'extrême-gauche européenne. En ce qui nous concerne, nous pensons avec Lénine et Trotsky, que la Révolution russe de 1917 comporte des enseignements universels. Sur ces enseignements, Ernest Mandel s'explique plus haut. Mais tirer des enseignements d'une expérience révolutionnaire ne signifie pas reproduire machinalement le scénario. Si nous nous efforçons de saisir ce que l'expérience de 1917 a d'universel, nous savons aussi ce qu'elle a de spécifique ; dans ses rythmes et dans ses formes, elle est profondément déterminée par le contexte national et international dans

lequel elle a lieu : le caractère semi-féodal de la société tsariste, la nature autocratique du pouvoir, l'archaisme et l'inadéquation des appareils d'état, l'acuité du problème agraire (1), la débilité de la bourgeoisie capitaliste, l'illégalité du mouvement ouvrier déterminant l'insignifiance de la bureaucratie ouvrière, le contexte de la guerre mondiale avec ses conséquences : la mobilisation physique de la paysannerie à côté du prolétariat, l'armement des ouvriers et des paysans sous l'uniforme...

Il est clair que dans un tel contexte, les problèmes-clés de toute révolution prolétarienne- la généralisation et la centralisation de la dualité de pouvoir, la conquête des masses réformistes au programme et au parti révolutionnaire, la réalisation de l'insurrection armée- se posent en termes différents que dans les démocraties bourgeoises occidentales du dernier quart du vingtième siècle :

« *Il est largement prouvé que la centralisation nécessaire à l'apparition d'une situation typique de double pouvoir ne relève pas de réflexes spontanés*, écrit Daniel Bensaïd. *Elle réclame l'intervention consciente d'une avant-garde implantée, poursuivant clairement et fermement son but* » (2)

Et c'est vrai qu'en Espagne en 1936, au Chili de 1972-73, au Portugal en 1975, la manque de centralisation a constitué l'obstacle principal à l'instauration d'un double pouvoir. Mais en Russie, dès 1905, les Soviets se sont bel et bien constitués et coordonnés spontanément ! La facilité déconcertante — eut égard aux expériences ultérieures — avec laquelle la forme soviétique s'est généralisée et centralisée en Russie tsariste, tant en 1905 qu'en 1917 renvoie à la spécificité de la domination de classe dans ce pays, et à la spécificité du mouvement ouvrier qu'elle détermine.

L'illégalité et la clandestinité auxquelles le tsarisme astreint le mouvement ouvrier russe interdisent son institutionalisation bureaucratique, en même temps qu'elles privent les travailleurs de toute forme de représentation officielle. La rapide croissance du prolétariat russe, son degré de centralisation et de combativité, la force sociale qu'il représente, rendent toutefois nécessaires un « corps de médiateurs » entre la base — belliqueuse et imprévisible — et les autorités. Au cours des conflits croissants, de 1896 à 1905, ce sont ces autorités patronales et administratives elles-mêmes, à la recherche d'interlocuteurs représentatifs en vue de solutions négociées, qui incite les travailleurs à élire des délégués, quitte à réprimer durement ces « meneurs » une fois la grève finie. A partir de 1903, le système est institutionnalisé sous la forme des conseils des « starostes » ou « conseils des doyens d'usines », choisis par le patron sur une liste élue par les ouvriers eux-mêmes à raison d'un « staroste » par atelier.(3)

Mais les grèves dépassent bientôt le cadre de l'usine pour se généraliser au niveau de la province et de la région. Le gouvernement du Tsar

(1) cf **Trotsky :** Histoire de la Révolution russe
(2) **Daniel Bensaïd :** La Révolution et le Pouvoir. Ed. Stock. p.362
(3) sur ces questions : voir **Osker Anweiller :** les Soviets en Russie. Ed Gallimard. p. 25-51

décide d'accorder une législation ouvrière pour enrayer l'agitation sociale. A l'invitation des autorités, 400 délégués sont élus par la base, dans les grandes usines. Parmi ces 400 grands électeurs est choisie la « Commission Sidlovsky » du nom du ministre responsable. Le 17 février 1905 , elle siège pour la première fois avec à l'ordre du jour, un débat sur les « causes du mécontentement ouvrier et les remèdes à lui apporter ».

Il est clair que ces pratiques préparent la classe ouvrière à voir dans le conseil des délégués d'usine et dans ses représentants au niveau local et national, le mode de représentation de l'ensemble des travailleurs. En 1905 , le prolétariat russe ne fera pas autre chose que de s'approprier et de systématiser cette forme d'organisation. C'est le caractère embryonnaire du mouvement ouvrier russe, conséquence de l'autocratisme tsariste, qui explique la facilité avec laquelle cette forme s'est imposée aux travailleurs (c'est la plus fonctionnelle) et à leurs organisations clandestines (c'est la seule qui parait légitime, qui jouit d'une autorité indiscutable aux yeux des masses). Les soviets constituent en conséquence pour tous les partis ouvriers, quoiqu'ils souhaitent et quoiqu'ils pensent, **un cadre contraignant**. Les bolchéviks de Saint Petersbourg l'apprendront à leurs dépens au début de la vague de 1905 (4) ; les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires aux leurs, en automne 1917 .

En Allemagne en 1918 , en Espagne de 1936 , pour ne rien dire du Chili et du Portugal, l'émergence du « second pouvoir » va prendre des formes autrement ambigües et bâtardes. A côté d'authentiques soviets, tels le Conseil de Neukölln dans la banlieue de Berlin, où les conseils de Basse-Rhénanie, de Westphalie Occidentale, etc... combien voit-on de pseudo-conseils, du type du « Comité Populaire » de Breslau, composé de représentants des partis socialistes et du Centre catholique, « élus » par acclamation par 30 000 manifestants réunis en meeting ! Combien de « Conseils » élus comme à Dresde, au suffrage universel par quartiers ! Et là même où les conseils de ville rassemblent les délégués des Conseils d'usine, prédomine la pratique du panachage, au niveau des Exécutifs, entre élus de la base et représentants des partis et syndicats ouvriers : l'Exécutif du Conseil de Hambourg, par exemple compte 18 élus des casernes et des usines (9 ouvriers, 9 soldats) et 12 représentants des organisations ouvrières (3 pour chacun des 3 partis, 3 pour les syndicats). Si bien que, plus on s'élève dans la hierarchie soviétique, plus on s'éloigne de la configuration du rapport de force à la base, au profit d'une sur-représentation de la bureaucratie social-démocrate.(5) C'est ainsi que la droite social-démocrate est « majoritaire » au Conseil de Berlin, alors qu'elle est pratiquement inexistante au sein du prolétariat berlinois !

De même en Espagne, les Comités ne sont véritablement représentatifs de la base, élus et révocables par elle, qu'au niveau des entreprises et des villages. A l'échelon supérieur prévaut la volonté des organisateurs : les Comités de ville, de province, de région sont des cartels d'organisa-

(4) Sur les soviets en Allemagne, voir **Pierre Broué :** la Révolution Allemande 1917-1923 Ed.de Minuit p. 160-171

(5) **CFDT :** Rapport général au 37e Congrès : la transition et les objectifs de transformation. p. 59

tions, représentées sur une base paritaire ou proportionnelle.

C'est que dans ces pays, la domination de la bourgeoisie s'accomode de longue date d'un mouvement ouvrier institutionnel. La classe ouvrière dispose d'organismes légaux de représentation et de défense de ses intérêts. Malgrè leur bureaucratisation, au début de la crise révolutionnaire, ces organismes concentrent l'espoir et la confiance de l'immense majorité des travailleurs. Et les appareils réformistes exploitent habilement ce capital de confiance pour éviter que le processus d'auto-organisation des masses ne débouche sur la dualité de pouvoir. L'existence d'une puissante bureaucratie ouvrière, fruit d'une politique délibérée d'intégration du mouvement ouvrier, complique considérablement le problème de l'émergence, la généralisation, la centralisation des Conseils Ouvriers. L'histoire de la révolution socialiste en Europe Occidentale est l'histoire du dévoiement des Conseils par la bureaucratie ouvrière, l'histoire de la subordination systématique des Conseils à l'Etat démocratique bourgeois.

Il est clair que cet état de fait est lourd d'implications politiques : c'est une chose stimuler la généralisation d'un double pouvoir dans un pays de vieille démocratie bourgeoise, où existe un mouvement ouvrier de masse séculaire, contrôlé par une bureaucratie conservatrice, hostile au pouvoir des conseils et acquise à la normalisation, c'est autre chose de stimuler ce même processus dans une dictature semi-féodale, où les « Conseils de délégués » sont la seule forme d'organisation représentative que la classe ouvrière ait connu. De même que conquérir la direction politique d'une classe ouvrière organisationnellement vierge dans sa masse, est autre chose que de conquêrir la direction politique d'une classe ouvrière quadrillée pendant des décennies par le dense réseau organisationnel des appareils réformistes.

Conquête du pouvoir et conquête des pouvoirs

Que la conquête révolutionnaire du pouvoir soit autrement complexe dans les vieilles démocraties capitalistes que dans les dictatures semi-féodales ; qu'elle requiert en conséquence une stratégie autrement sophistiquée, est une évidence banale depuis les années 20 . Dès 1905 Trotsky affirmait qu'en Russie tsariste, le pouvoir serait beaucoup plus facile à conquérir, mais beaucoup plus difficile à conserver qu'en Europe Occidentale. Et bien avant que Gramsci ne se livre à ses considérations sur la guerre des tranchées et la guerre de mouvement, Radek reconnaissait le caractère exceptionnel du processus révolutionnaire dans l'Empire des tsars, et soulignait le caractère nécessairement prolongé, le rythme sensiblement plus heurté et plus lent de la révolution européenne.

Il n'y a donc pas d'un côté des « modernistes » qui cherchent les voies de la Révolution de notre temps, et de l'autre des archéo-marxistes indécrottables qui souhaitent rééditer la prise du Palais d'Hiver.

Le désaccord gît en réalité dans le fait que sous-couvert de stratégie originale, complexe, articulée, adéquate à la spécificité du capitalisme

moderne, etc... c'est une variété de gradualisme qui est souvent proposée.

La direction de la CFDT, par exemple, récuse énergiquement, dans ses textes de congrès, l'électoralisme et le réformisme de l'Union de la Gauche. Elle prône une autre stratégie : celle de l'Union des forces populaires, sur un autre programme : celui de l'auto-gestion socialiste. *« Ce sont les luttes sociales qui sont le moteur de la transformation sociale »* dit le texte préparatoire au 37e congrès. *« La transition au socialisme est un processus global de changement de société. Il s'effectue sur une longue période dans tous les domaines (politique, économique, social, culturel). Son développement suppose des ruptures décisives ».*(6)

La conquête du pouvoir politique par la gauche en est une. Mais elle n'est pas la seule : il faut encore *« la socialisation des secteurs-clés de l'économie, la modification des rapports de pouvoir dans l'entreprise, la maitrise de l'ensemble des institutions politiques et des appareils d'Etat, la conquête des pouvoirs culturels dominants »* (7)

Ces ruptures, comme le confirme **Jacques Julliard** ici même, n'interviennent pas simultanément, elles sont espacées dans le temps. Dans le domaine idéologique de la critique des valeurs bourgeoises, de la diffusion des valeurs et des comportements « autogestionnaires », la transition a déjà commencé, la « rupture » est derrière nous. Elle intervient en 1968 , et nourrit depuis un processus de destruction-création culturelle permanent. En 1978 , en 1981 peut survenir la « rupture » réellement politique, avec l'avénement d'une majorité de gauche. Et puis les autres « rup-

---

(6) Idem p. 60

(7) Au nom du projet « autogestionnaire », le texte préparatoire au 37e Congrès de la CFDT affirme dès aujourd'hui *« l'action de masse et de classe... doit préparer les travailleurs à exercer effectivement leurs responsabilités sans que leur pouvoir soit confisqué par une bureaucratie ou une technocratie qui gouvernerait en leur nom »* (p.59). Mais (p.46) le même texte s'en prend vivement au principe de l'autogestion de la grève par les travailleurs en lutte. Les comités de grève élus sont présentés comme des machines de guerre de l'extrême-gauche pour « manipuler » les travailleurs. Ils sont amalgamés aux « Comités de lutte » anti-syndicalistes : *« l'adhérent, l'organisation syndicale,* écrit le raport introductif, *doit être le « décideur privilégié » de toute action, car par son adhésion, il acquiert le droit de participer à l'élaboration de la politique syndicale et à la décision »* ... et plus haut : *« l'accord se réalise dans la CFDT pour éviter le piège de la démocratie ouvrière directe qui prétend se passer de l'organisation syndicale... La section syndicale doit utiliser toutes les occasions naturelles de discussions et de décisions collectives pour animer et permettre l'échange permanent entre militants, adhérents et les autres travailleurs. L'assemblée générale en est un des lieux circonstanciels »*

Attitude plus que réservée par rapport à la souveraineté de l'assemblée générale des travailleurs, hostilité ouverte aux Comités de grève, subordination de la démocratie ouvrière à la démocratie syndicale... Autant de contradictions concrètes avec la proclamation de principes autogestionnaires. Et en politique, ce sont les actes qui comptent.

tures » s'échelonneront progressivement, la consolidation et l'approndissement des unes permettant la mise en route et l'accélération des autres. La réalisation de ces ruptures articulées constitue la transition au socialisme. Son moteur est le mouvement des masse, organisé en « conseils » à la base. Grâce à la médiation des syndicats, ce mouvement de masse agit en bonne intelligence avec le gouvernement.

Ce n'est pas faire preuve de sectarisme ou de mauvaise foi, que de voir dans cette orientation un avatar des utopies gradualistes mise en forme par la gauche italienne au début des années 60 .

Un singulier pluriel

Le concept de « ruptures anti-capitalistes » dont usent et abusent les dirigeants du CERES comme ceux de la CFDT , est, à cet égard, révélateur.

Tout d'abord il se présente au pluriel : il y a **des** ruptures anti-capitalistes, et pas **une** rupture anti-capitaliste. Ce sont précisément les attardés du léninisme qui s'imaginent que le capitalisme se rompt d'un seul coup, de préférence le soir...

Ces « ruptures anti-capitalistes », on l'a vu, désignent concrètement des réalités fort hétéroclites : si hétéroclites même qu'on est obligé de constater qu'il y a « ruptures » et ruptures. A chaque « ruptures » il faut demander ce qu'elle « rompt ». La révolte de la jeunesse met à mal les institutions de socialisation (Ecole, Famille, Armée, Eglise) et une certaine échelle des valeurs : elle « rompt » l'Université libérale et l'Ecole de Jules Ferry, un certain style de vie, des modes musicales et vestimentaires, etc... Pour importantes, qu'elles soient, ces « ruptures » ne sont nullement incompatibles avec le fonctionnement du système capitaliste, elles n'engendrent nullement, en quelque domaine que ce soit, un processus de transition au socialisme... ce sont des ruptures **dans** le système, pas des ruptures **du** système. Il en va évidemment de même avec l'éventuel avénement de Mitterand à la barre : la victoire électorale de la gauche « romprait » l'équilibre politique du régime, les rapports de force entre les classes, la configuration du Parlement... Elle représenterait sans doute un événement de grande portée mais ne constituerait en aucune façon en elle-même un coup décisif au capitalisme.

Les autres « ruptures » énumérées par le texte préparatoire au 37e congrès de la CFDT, par contre désignent non plus des ruptures dans le système mais bel et bien des ruptures du système : « la socialisation des secteurs-clés de l'économie » c'est une « rupture » avec le mode de production capitaliste. « La modification des rapports de pouvoir dans l'entreprise » - au sens où l'entend la CFDT - c'est une rupture avec la sacro-sainte « liberté d'entreprise » ; « la maitrise de l'ensemble des institutions politiques et des appareils d'Etat », si ça veut dire quelque chose, c'est la rupture avec l'Etat bourgeois, etc... Ces « ruptures » là sont incompatibles avec le fonctionnement du système capitaliste. Elles mettent en jeu l'existence même de la bourgeoisie comme classe dominante. C'est pourquoi celle-ci s'y opposera par tous les moyens. **Aussi, ces « ruptures » là ne peuvent-elles survenir qu'au terme d'une défaite historique de la coali-**

tion bourgeoise mettant fin précisément à sa domination. Elles présupposent le passage du pouvoir d'une classe à une autre, ce que les marxistes appellent une Révolution. Le concept de « ruptures anti-capitalistes » , désignant des réalités qualitativement différentes et donc, confusionnistes à souhait. Mais son confusionnisme n'est pas innocent. En plaçant sur le même plan des « ruptures » dans le système et des ruptures du système, il veut signifier qu'elles sont de même nature, qu'elles adviennent de la même façon, qu'elles forment une longue chaine homogène et continue. **Il vise à occulter le problème de la rupture décisive, de la rupture révolutionnaire, celle qui marque le passage du pouvoir d'une classe à une autre.**

Pour nous la transition au socialisme constitue également un processus prolongé, s'étendant sur des décennies. Mais ce processus ne peut s'enclencher, encore une fois, qu'à partir d'une défaite historique de la bourgeoisie, de sa liquidation comme classe dominante. Il n'y a pas de transition possible au socialisme avec la bourgeoisie aux postes de commande : on n'a jamais vu une classe dominante présider elle-même à sa propre extinction, et ce n'est certainement pas la bourgeoisie capitaliste qui va commençer. L'histoire montre à loisir que la classe dominante ne laisse pas s'égrener les « ruptures » au fil du temps. Si les premières « ruptures anticapitalistes » laissent entre ses mains la réalité du pouvoir économique (les grandes entreprises industrielles et financières) et du pouvoir politique (les appareils d'Etat) , la bourgeoisie les utilise intensivement pour bloquer « le processus de transition », empêcher toute nouvelle « rupture », assurer la reconquête du terrain perdu.

Le passage au socialisme ne saurait donc se présenter comme un flux de ruptures également nécessaires, se succédant les unes aux autres à mesure qu'émergent leurs conditions d'existence. **Il implique UNE rupture décisive, qui intervient dans l'ordre du Pouvoir de classe.** Parce qu'elle est rupture de la domination de classe de la bourgeoisie, cette rupture interesse simultanément tous les niveaux de la formation sociale. Mais c'est aux niveaux où s'ancre le pouvoir de la bourgeoisie — la production et l'Etat — qu'elle intervient de façon décisive. La socialisation des grands moyens de production et d'échange est la condition, à la fois de la liquidation de la puissance économique de la bourgeoisie et d'un developpement planifié des forces productives. L'instauration de la Démocratie des Conseils est la condition à la fois de la destruction des appareils d'Etat bourgeois et du développement des nouveaux rapports sociaux.

Bref, **la « rupture » qui ouvre la transition au socialisme implique la substitution d'un mode de production à un autre, et d'un type d'Etat à un autre.** Il s'agit d'une rupture totale qui ne se laisse pas morceler en ruptures partielles qu'on pourrait étaler dans le temps. Pas plus que le pouvoir de classe ne se laisse partager et grignoter.

La « stratégie des ruptures anti-capitalistes » , au contraire, comme autrefois « la stratégie de conquête des pouvoirs » , ou la « stratégie des réformes de structures » vise à réaliser le socialisme en faisant l'économie d'une révolution. Elle s'imagine qu'en dissociant les éléments de la rupture révolutionnaire, en espaçant leur réalisation, on a plus de chance d'aboutir qu'en essayant de franchir le seuil de non-retour au terme d'une épreuve de force frontale entre les classes. **C'est oublier que les rapports de**

force entre les classes sont fluctuants, que l'occasion d'infliger des défaites décisives à la classe dominante, ne se présentent qu'au cours de certaines crises, que dans l'intervalle la bourgeoisie parvient à stabiliser son système, acculant les travailleurs à la défensive.

C'est pratiquement aussi se mettre à la remorque de la stratégie de l'Union de la Gauche. Parmi les ruptures anti-capitalistes qu'énumère la direction de la CFDT, certaines correspondent à l'ancien « programme maximun » des socialistes, d'autres au « programme minimum ». La transition au socialisme étant un « processus prolongé » , les premières interviennent en fin de parcours, les secondes au début. De là à ne se préoccuper concrètement que de ruptures « minimum » , la référence aux « ruptures maximum » devenant purement incantatoires, il n'y a qu'un pas. Que ce pas soit aisément franchi, c'est ce qu'attestent les positions de la Confédération sur la souveraineté des Assemblées générales de travailleurs et sur les Comités de grève, en contradiction avec toutes les proclamations « socialistes autogestionnaires ». (8)

La lutte pour l'hégémonie

Est-ce à dire que nous réduisons la Révolution socialiste à un événement ponctuel, une crise paroxystique de courte durée ?
Nous partageons pleinement, au contraire, la conception marxiste-révolutionnaire d'un cycle de la lutte de classes, avec sa phase de montée de la combativité et de la conscience ouvrière, la crise révolutionnaire ne constituant que l'aboutissement et le point culminant.
Nous savons que la conquête révolutionnaire du pouvoir est inconcevable si l'hégémonie de la classe dominante n'a pas été au préalable sérieusement ébranlée, non seulement sur la classe ouvrière, mais aussi sur les couches sociales interméiaires. Pour des raisons qui tiennent à la spécificité des situations de classe du prolétariat et de la bourgeoisie, à la spécificité de la lutte des classes en société capitaliste, il est exclu que la classe ouvrière conquiert l'hégémonie idéologique et culturelle sur la société avant de détenir le pouvoir politique et économique.

Mais dire, que contrairement à la bourgeoisie ascendante, le prolétariat ne peut pas devenir une classe hégémonique avant la Révolution, que la conquête du pouvoir économique et politique est la condition de son hégémonie politique ne signifie évidemment pas que sur le terrain de la lutte pour l'hégémonie, il n'y ait pas de bataille à mener, de positions à conquérir. La constitution du prolétariat en classe dominante a au contraire, comme condition a-priori une lutte prolongée contre l'hégémonie bourgeoise, lutte pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, l'alliance autour du prolétariat uni d'un vaste bloc populaire, la désagration du bloc conservateur, la crise interne des institutions et des appareils d'Etat bourgeois, etc...

(8) C'est pour aboutir à une journée de 6 heures de travail (dégageant 4 heures pour l'administration) que Lénine préconise l'introduction du Taylorisme dans les usines soviétiques. cf **Linhardt :** Lénine, les paysans, Taylor. Ed du Seuil p.105

A ces conditions et à ces conditions seulement, peuvent surgir au sein des larges masses le désir et la détermination d'exercer directement le pouvoir politique, sans lesquels comme le note à juste titre **Paul Lévi** : « on ne peut créer et maintenir de Conseils ouvriers, ni d'organismes de type conseils, lesquels constituent pour le prolétariat l'expression idéologique et organisationnelle de sa volonté de pouvoir, exactement comme le parlement est celle de la bourgeoisie ».A ces conditions, et à ces conditions seulement peut s'approfondir la crise des appareils d'état, et ce jusqu'à la paralysie ; bref, se cristalliser, au cours de la crise révolutionnaire les conditions d'une conquête effective du pouvoir.

Que cette mise en crise de l'hégémonie bourgeoise, que l'affirmation concomittante d'une hégémonie prolétarienne potentielle, nécessitent en particulier dans les pays capitalistes avancés un long travail préparatoire, nous en sommes bien convaincus. Toute notre pratique politique s'inscrit intégralement dans cette préparation. La lutte pour la souveraineté des Assemblées générales de travailleurs, pour les Comités de grève élus et révocables, etc, s'efforce de briser dès aujourd'hui l'attitude de passivité, d'abandon de pouvoir au profit des « compétents » et des «spécialistes » qu'inculque le capitalisme.

« L'autogestion des luttes » se veut une école de l'autogestion des entreprises et de la société. La même préoccupation s'affirme dans l'élaboration des mots d'ordre, dans la pratique des luttes à l'école, au sein du mouvement des femmes, dans les casernes, etc. L'omniprésence de cet effort préparatoire fait justice de la fable de la « Révolution-éclair » que véhiculerait l'extrême-gauche.

Ce qui est vrai, par contre, c'est que nous considérons ce travail de préparation, précisément comme une **préparation** de la rupture révolutionnaire, et non comme l'accomplissemnt de la révolution elle-même. S'il constitue la **condition** dune révolution victorieuse, il n'y supplée pas. Sa fonction, et sa logique, est de déboucher sur l'épreuve de force décisive entre bourgeoisie et prolétariat et non de l'éviter. Il ne dispense pas les révolutionnaires de se préparer et de préparer les masses à cett affrontement, il les y contraint.

2/ Démocratie des Conseils ou « démocratie avancée » ?

Second point de désaccord, évidemment lié au premier, la conception du rôle des Conseils.

Les dirigeants de la CFDT, ceux du CERES, s'attendent à ce que dès le début de la phase de transition au socialisme, surgissent et se développent de nouvelles formes d'organisations populaires, exprimant l'irruption

sur la scène politique de millions de travailleurs jusque là passifs : les Conseils d'usines et de quartiers. Le Mai rampant italien, les crises révolutionnaires chiliennes et portugaises illustrent à nouveau ce surgisssement.

Ces structures, on le sait, manifestent la volonté de pouvoir des larges masses, leur exigence de prendre en mains leurs propres affaires, de ne plus laisser à d'autres le soin de décider pour elles. Ils constituent les embryons de pouvoir ouvrier, les cellules de base de l'Etat prolétarien.

L'Histoire enseigne à loisir, que l'objectif central de la contre-révolution, le premier moment d'effroi passé, est d'entraver à tout prix l'essor et la centralisation de ces organes de pouvoir populaire, d'en réduire au maximum les fonctions, afin d'empêcher que se constitue, face à l'Etat bourgeois en crise, un embryon d'Etat antagonique, susceptible de s'y substituer. C'est habituellement aux sociaux-démocrates et aux staliniens qu'incombe la tâche de liquider le potentiel subversif du mouvement des Conseils pour finalement les résorber dans les institutions existantes. Cela au nom de la démocratie représentative bourgeoise, seule forme de pouvoir légitime, qu'il s'agit non pas de remplacer, mais d'approfondir. C'est ce que les marxistes-révolutionnaires appellent, après Lénine, la « Contre-révolution démocratique » ou avec Trotsky, les « débuts démocratiques de la contre-révolution bourgeoise ». Mario Soares, et sous une autre forme Alvaro Cunhal, viennent d'en donner récemment au Portugal une brillante démonstration.

Inversement, les révolutionnaires s'efforcent de stimuler le développement et le centralisation de ces comités, d'élargir au maximum leurs compétences, de les constituer en réels organes de pouvoir prolétarien.

Les dirigeants de la CFDT et du CERES, etc... adoptent une attitude intermédiaire, qui finalement se ramène à la première. Contrairement aux réformistes sociaux-démocrates et staliniens, au nom de l'idéal autogestionnaire, ils font grand cas des Conseils et des Comités ouvriers, ne souhaitent pas leur résorbtion dans des organismes de co-gestion à l'allemande ou d'assistance sociale à la française. Ils considèrent que les conseils ont un rôle à jouer, comme organes d'autogestion dans les localités et les entreprises. Mais précisément leurs compétences se limitent là.

Les grands choix politiques, les grandes décisions nationales sont prises ailleurs, au sein des Institutions démocratiques rénovées, en premier lieu au sein du Parlement. Le gouvernement émane de la Chambre des députés , il est responsable devant elle. C'est le Parlement qui propose et vote les lois, décide du budget, donc du Plan, bref concentre la réalité du pouvoir. Il en est de même au niveau des provinces : les conseils régionaux, municipaux, communaux sont les lieux légitimes du pouvoir local.

Dans une telle perspective, les Conseils ouvriers ne peuvent être que des organismes subalternes, voués au dépérissement : l'essentiel des décisions qui les concernent sont prises en dehors d'eux, dans les structures de la démocratie parlementaire bourgeoise. Les travailleurs ne peuvent que se désinteresser d'organismes, dont le rôle n'est finalement que d'exécution.

H. WEBER

L'option intermédiaire, apparemment « réaliste » , des dirigeants de la CFDT et du CERES , se réduit en dernière analyse à un parti-pris pour le parlementarisme bourgeois, contre la démocratie des Conseils. Leur volonté d'éviter une dynamique d'affrontement entre le gouvernement de gauche, élus par le Parlement, et le « pouvoir populaire » des comités risque fort de se réduire en pratique, à un effort pour soumettre le second au premier, avec pour conséquence sa résorbsion progressive dans « l'Etat de démocratie avancée ». Sur ce terrain les directions du PS et du PC ont le mérite de la clarté et de la cohérence. Elles ont toutes chances d'imposer leur orientation à leurs « contestataires » de gauche, dépourvus en réalité d'une stratégie alternative. En ce domaine aussi, l'hostilité de la direction confédérale à « l'autogestion des luttes » (souveraineté de l'assemblée générale, comités de grève élus et révocables...) est significative.

Pour une nouvelle démocratie

Nous ne préconisons pas le pouvoir des Conseils ouvriers par référence dogmatique à la lettre du marxisme. Nous n'en faisons pas une panacée universelle. Nous sommes conscients des difficultés de mise en place et de fonctionnement de ce type de démocratie. L'Histoire du mouvement ouvrier montre que la démocratie soviétique peut, elle aussi, finalement dégénérer en démocratie purement formelle, la réalité du pouvoir se concentrant dans un Appareil d'Etat autonome et incontrôlé.

Les conditions de fonctionnement de la démocratie des Conseils en effet, sont sans commune mesure avec les conditions de fonctionnement de la démocratie représentative bourgeoise.

Elles impliquent en premier lieu, on le sait, une réduction sensible du temps de travail (en fait, au minimum la demi-journée de travail), sans quoi les travailleurs n'ont ni loisir ni énergie à consacrer à la gestion des entreprises et de l'Etat. (9)

Elles impliquent aussi un état d'aisance relative, le dépassement de la pénurie généralisée, sans quoi les larges masses, mobilisées par la lutte pour la survie, se désinteressent des affaires publiques.

Elles impliquent encore que les travailleurs organisés en Conseils aient le « droit à l'erreur », puissent prendre des décisions erronnées sans mettre pour autant en péril l'existence même de la révolution. C'est dire qu'il faut que la victoire de la révolution soit consolidée, que la procédure démocratique de prise de décision au sein des Conseils — relativement lente — puisse se dérouler sans entraves, sans que **l'urgence** de la situation n'impose des décisions immédiates, prises systématiquement par les exécutifs centraux court-circuitant la base. Les soviets russes ne sont pas morts de l'autoritarisme bolchévik mais de la guerre civile et de la famine.

Loin de nous donc, toute vision angélique de la démocratie des Conseils. Ce que nous disons, c'est, premièrement, que dans les conditions économiques, sociales, politiques, culturelles de l'Europe capitaliste de 1976, ces conditions de fonctionnement peuvent être rapidement réunies.

(9) Sur ce point voir **Daniel Bensaïd :** la Révolution et le Pouvoir. Ed Stock p.239-242.

Deuxièmement, que l'instauration, même difficile et progressive de la démocratie des Conseils — du socialisme auto-gestionnaire — est la condition sine-qua-non d'une réelle émancipation des masses, car elle seule permet de mettre un terme à la matrice même de l'oppression : la dépossession du pouvoir politique de la société civile, sa concentration dans le corps séparé de l'Etat (10). Le principe de la démocratie des Conseils, ce n'est pas seulement la révocabilité périodique des élus, leur rétribution au salaire d'un ouvrier qualifié, la rotation aussi fréquente que possible des responsables. C'est aussi et surtout la désignation de la communauté de travail, du lieu de production, comme unité politique de base.

C'est la réappropriation du pouvoir politique par les collectivités réelles. C'est l'enracinement de la démocratie politique sur les lieux d'existence sociale. Alors que l'essence de la démocratie bourgeoise, ce qui entraine que sa forme spécifique de délégation de pouvoir soit un abandon de pouvoir, est l'effort systématique d'atomisation des individus et des groupes sociaux par les institutions de l'Etat, l'enracinement supposé du pouvoir dans des collectivités formelles, des agrégats arbitraires (les circonscriptions), où l'inégalité structurelle entre les citoyens joue à fond.

En faisant de la communauté de travail la cellule de base de la démocratie politique, le système des Conseils crée les conditions institutionnelles concrétes du contrôle et de la révocabilité des élus, de la rotation des responsables, de la mobilisation des masses pour la gestion effective des entreprises et de la société.

C'est pourquoi il importe que le congrès des Conseils (rassemblant les députés des entreprises, entendues au sens large, c'est à dire incluant les casernes, les universités, les administrations, etc) et non le parlement, concentre la réalité du pouvoir ; que le gouvernement émane de lui et soit responsable devant lui. Qu'il décide du plan, du budget, des grandes options nationales, après débats et élections dans tout le corps des Conseils.

3/ La recomposition du mouvement ouvrier

Troisième point de divergence, lourd d'implications pratiques : le rapport aux organisations réformistes, la tactique de recomposition du mouvement ouvrier.

Ici, l'interlocuteur intéressant est le PDUPC italien, dont les thèses inspirent la direction du PSU. L'interview de **Lucio Magri**, publiée ci-

---

(10) cf Marxisme et Conscience de classe. Ed 10/18 : Lénine et l'analyse de la faillite de la IIe Internationale p. 235-270

dessus est limpide : la direction du PDUPC souligne a juste titre la différence de nature entre l'hégémonie qu'exercent les partis réformistes sur la classe ouvrière occidentale, et les rapports existant entre masses et réformistes au sein du mouvement ouvrier russe. Elle en conclut que l'idée que les réformistes au gouvernement se discréditeraient rapidement aux yeux des larges masses, tandis que les révolutionnaires, profitant de ce discrédit, gagneraient la majorité de la classe ouvrière au sein des Conseils, est une idée naïve démentie par toutes les expériences récentes. En réalité, la nature même des liens existant entre les partis réformistes et les masses dans les pays capitalistes avancés, exclut toute possibilité de briser leur hégémonie institutionnelle à la faveur de la prochaine crise pré-révolutionnaire. Toute stratégie qui se fonde sur l'hypothèse d'une conquête de la direction du mouvement des masses par un parti révolutionnaire démultipliant ses forces au détriment des partis réformistes au cours même du processus révolutionnaire, est erronnée et suicidaire.

Elle n'a aucune chance d'atteindre le résultat qu'elle poursuit, mais toute chance au contraire de diviser le mouvement de masse, d'isoler l'avant garde, de sombrer dans la surenchère démagogique, bref de contribuer à la défaite.

Cela ne signifie pas que l'emprise réformiste soit une donnée intangible. Elle peut-être battue en brèche de l'intérieur même des organisations réformistes : celles-ci entrent dans une phase de grande turbulence politique : l'avènement de gouvernements des gauches ne peut que porter à l'incandescence leurs contradictions internes. L'exacerbation de ces contradictions ne peut pas ne pas engendrer, à la longue, des différenciations internes.

De telles différenciations se sont produites, dans un contexte infiniment plus serein, au sein du PCI, au cours des années 60 : une tendance de droite s'est regroupée alors derrière **Amendola,** une tendance de « gauche » (dont est issue l'actuelle direction du PDUPC) derrière **Ingrao,** un « centre » derrière **Longo.** Elles seront autrement plus tranchées si le PCI au gouvernement se trouve devant l'alternative poursuivre la ligne de collaboration de classe et réprimer directement le mouvement ou prendre appui sur le mouvement de masse, et rompre avec la politique de collaboration. Si l'espérance de minoriser le PCI au sein du mouvement de masse est vaine, par contre, un changement de majorité ou de ligne au sein du PCI est parfaitement concevable. Les partis ouvriers réformistes, en particulier les PC de masse, regroupent les secteurs les plus combatifs, les plus conscients, les plus avancés du prolétariat. Le processus de radicalisation en cours en Europe depuis 1968 n'entraine le recul ni de leur audience ni de leur implantation. En réalité il leur profite et les traverse de part en part. C'est dire que ces partis ne sont pas simplement les partis de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières : ils sont aussi les partis de l'avant garde du prolétariat. Des secteurs avancés de la classe ouvrière et de l'intelligentsia organisés au sein des PC peut surgir, dans certaines conditions favorables (puissant mouvement autonome des masses, stratégie crédible portée par l'extrême gauche révolutionnaire) la formulation d'une ligne alternative, à la ligne de collaboration de classe des directions. C'est au surgissement, au renforcement et à la victoire

d'une telle alternative, portée par les militants mêmes de ces partis réformistes, que les révolutionnaires doivent oeuvrer. Il s'agit selon la formule désormais célèbre de **Rossana Rossanda** de recomposer le mouvement ouvrier de l'intérieur, sans déchirer son tissu politique. Cette orientation implique de la part des révolutionnaires une tactique déterminée. En particulier qu'ils ne privilégient pas leur croissance organisationnelle par fusions hâtives à la clarté politique.

Fondements et fonction de la tactique du FUO

Cette orientation pose des problèmes que les marxistes révolutionnaires ne sauraient éluder : le courant bolchévik, et l'Internationals communiste dans sa foulée, ont produit une analyse simpliste du réformisme ouvrier qui a lourdement marqué la définition de la tactique de front unique : la thèse centrale de Lénine s'ordonne autour de la théorie de « l'aristocratie ouvrière » (11) : les partis et syndicats réformistes de la IIe internationale représentent les intérêts de l'aristocratie ouvrière des pays impérialistes, une pellicule d'ouvriers corrompus par les miettes de l'exploitation coloniale. Cette « aristocratie ouvrière », parce qu'elle est l'élite technique et culturelle du prolétariat, s'est emparée de la direction des organisations ouvrières, avec le gracieux concours de la classe dominante. Son poids politique au sein du mouvement ouvrier est sans commune mesure avec son importance sociale et numérique. Contre l'usurpation de la direction du mouvement ouvrier par l'aristocratie ouvrière égoïste et capitularde, les révolutionnaires peuvent s'appuyer sur l'immense majorité de la classe, qui n'a toujours que ses chaines à perdre et un monde à gagner.

Il s'agit de démasquer les imposteurs aux yeux des ouvriers, de faire la démonstration dans la pratique du caractère traitre (aux intérêts historiques de la classe ouvrière) des directions réformistes, pour ruiner leur influence de masse (fondée sur la mystification) et leur arracher la direction du mouvement ouvrier. D'où l'accent mis sur l'aspect « dénonciation », « mise au pied du mur » de la tactique du Front unique élaborée au troisième congrès de l'IC.

Or en réalité, le réformisme n'est pas fondamentalement l'expression politique d'une « minorité corrompue » de la classe ouvrière, usurpant la direction de toute la classe, par bureaucratie interposée. Si le réformisme n'était que cela, son emprise sur les larges masses seraient autrement superficielle et fragile qu'elle ne l'ait en réalité, et probablement, on n'en parlerait plus aujourd'hui. Malheureusement loin d'être un « corps

(11) Contrairement à ce qui s'est produit avec les PC chinois, yougoslave, vietnamien... Pour l'explication de cette différence - qui tient essentiellement à la différence au type d'insertion des différentes bureaucraties dans leurs sociétés nationales, différences qui déterminent entre elles une diversité de nature - voir l'article de **Pierre Rousset** dans **Critique Communiste** n°6 : Stalinisme, Centrisme et Communisme nationaux.

étranger » au mouvement prolétarien, surimposé sur ce mouvement par « l'aristocratie ouvrière », le réformisme, comme l'avait parfaitement vu Rosa Luxembourg dès 1903 , est inhérent à la classe ouvrière, dont il exprime l'être aliéné. L'idéologie, la pratique, l'organisation réformistes sont l'expression de l'idéologie, la pratique, l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe dominée de la société bourgeoise et ne remettant pas fondamentalement en cause cette domination.

Et comme la majorité de la classe ouvrière ne parvient à secouer son aliénation qu'au cours de périodes pré-révolutionnaires, en temps ordinaire il y a adéquation entre l'orientation des partis réformistes et la conscience, les aspirations des larges masses.

Les « dénonciations » politiques, les « mises au pied du mur » ne touchent alors que les militants d'avant-garde. Elles sont sans effet sur l'immense majorité de la base sociale et militante des partis réformistes, qui adhère pour l'essentiel à la politique des directions.

La régression de l'emprise réformiste implique au préalable des modifications dans la conscience et les aspirations des masses réformistes elles-mêmes, l'actualisation de potentialités révolutionnaires qu'elles recèlent.

C'est seulement si s'affirment et se renforcent au sein des masses, des aspirations et une conscience anti-capitalistes que peut s'aiguiser la contradiction entre la base ouvrière et les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier. Et l'essor de ces aspirations et de cette conscience anti-capitalistes n'est lui-même possible que sur la base du développement de la lutte de classes.

La tactique du Front unique ouvrier vise fondamentalement à permettre ce developpement. Il s'agit moins de « mettre au pied du mur » les « directions traitres », pour mieux les « démasquer » , que de contribuer à créer les conditions d'un essor impétueux des luttes de classe, d'un bond en avant de la pratique historique de lutte du prolétariat.

Toute réduction tacticienne de la tactique du Front Unique, subordonnant la préoccupation de l'unité de classe du prolétariat contre la bourgeoisie à des considérations de rapports de forces internes au mouvement ouvrier, entre réformistes et révolutionnaires, laissent échapper l'essentiel : l'unité de la classe ouvrière dans la lutte constitue un objectif prioritaire même si les révolutionnaires sont très faibles ou inexistants, car cette unité renforce la confiance en soi de la classe, stimule sa combativité, amplifie sa pratique de lutte, et favorise la progression politique de la classe dans son ensemble (donc aussi le renforcement du pôle révolutionnaire en son sein).

L'avénement d'un gouvernement ouvrier constitue aujourd'hui pour nous un objectif-clé pour ces raisons-là, et non **pas principalement** parce que nous croyons, à la manière de Lotta Continua que les réformistes au gouvernement révèleraient leur vraie nature aux masses horrifiées.

Pas de recomposition sans douleur

C'est dans cette perspective que se pose le problème de la recomposition du mouvement ouvrier. Nous ne pensons pas que cette recomposition soit possible sans « rupture du tissu politique » des organisations réfor-

mistes. Si l'on ne peut réduire ces organisations, et notamment les PC de masse, à de simples expression de « l'aristocratie ouvrière », s'il est vrai qu'elles organisent une large partie de l'avant-garde ouvrière et des secteurs avancés de la classe, s'il est vrai que, pour ces raisons, elles sont le lieu de contradictions potentiellement explosives, il n'en demeure pas moins que ces organisations et partis sont étroitement et intégralement contrôlés par leurs appareils bureaucratiques, eux-mêmes profondément intégrés à la société bourgeoise. L'idée qu'au terme d'un demi-siècle de collaboration de classe, ces appareils bureaucratiques pourraient dans leur majorité, face à une crise révolutionnaire montante, faire d'autres choix que celui de la conciliation et de la capitulation semble passablement saugrenue.

Pour ce qui est des appareils sociaux-démocrates, ce n'est pas la peine d'épiloguer. Pour ce qui est des appareils des PC , une fuite en avant dans la révolution socialiste, sous la pression des masses et devant la menace de la réaction semble exclue (12), comme l'atteste à nouveau l'expérience du Chili. Ces appareils conservent, certes des liens étroits avec les masses et ne sont pas indifférents à leur pression. Mais ils exploitent depuis trop longtemps, et avec trop de profit, le rôle gratifiant de médiateur entre le Capital et le Travail pour qu'on puisse raisonnablement envisager qu'ils changent brusquement de position.

Leur horizon, leur imagination politiques ne s'élèvent pas plus haut que ceux de la « classe politique » bourgeoise, à laquelle ils rêvent de s'intégrer pleinement.

Le passage au socialisme ne se fera pas sous l'égide d'une fraction ou d'une autre de ces appareils ayant changé de ligne, mais contre eux, même si individuellement un certain nombre de cadres peuvent être récupérés. Car s'il est illusoire d'escompter qu'une partie de l'appareil s'approprie la ligne des révolutionnaires et change de camp, il est tout a fait légitime, au contraire, de s'attendre à des différenciations importantes au sein des PC de masse, et même des PS, des tendances centristes de gauches se développant et se radicalisant jusqu'à la scission. Les révolutionnaires ne doivent négliger aucun effort pour stimuler ce processus de différenciation, se lier par le débat et par l'action aux courants centristes de gauche qu'il engendre, ne pas assimiler ces courants aux appareils bureaucratiques dont ils se détachent potentiellement. Si à la faveur des prochaines crises pré-révolutionnaires une partie substancielle des militants du PC, du PS, des syndicats ne rejoignent pas le camp de la révolution, ne rompent pas stratégiquement et organisationnellement avec le réformisme, ces crises s'achéveront à coup sûr par une nouvelle stabilisation temporaire du capitalisme.

Mais, précisément, l'ampleur du développement et de la radicalisation des courants de gauche au sein des organisations réformistes dépend largement de l'existence d'un pôle révolutionnaire attractif et efficient, capable de marquer profondément les formes et les contenus de la lutte des classes, de peser efficacement sur son cours. Seul un tel pôle révolutionnaire peut agir directement — par sa tactique de Front unique — et indirectement — par sa capacité à modifier le champ politique global — sur les contradictions internes des organisations réformistes. Seul, il peut créer au cours de la

crise pré-révolutionnaire elle-même les conditions favorables à la rupture des courants centristes de gauche d'avec la bureaucratie.

La réalisation d'une telle rupture implique que ces courants centristes de gauche soient confrontés à un choix stratégique clair : la « pause » et la retraite défendues par les réformistes, ou bien la transcroissance socialiste de la crise proposée par les révolutionnaires — **dans un cadre organisé contraignant** — qui confère à l'option socialiste sérieux et crédibilité, c'est à dire le mouvement des Conseils d'usine et de quartier. Seul un puissant pôle révolutionnaire peut poser fortement une telle alternative, dans un tel cadre.

Si, loin de concevoir ainsi leur rôle, les révolutionnaires se font eux-mêmes des illusions sur la possibilité de « recomposer le mouvement ouvrier sans déchirer ses tissus », si de ce fait, ils propagent des illusions au sein de l'avant-garde ouvrière et des larges masses, sur la nature des partis et des appareils réformistes, non seulement ils ne préparent pas les courants centristes à basculer dans le camp de la révolution, mais encore ils compromettent leur rupture possible avec les directions réformistes. qu'ils contribuent à valoriser.

Le PSU et la stratégie de la pression

En France, ces deux conceptions s'illustrent dans le débat qui nous oppose au PSU, par exemple sur la question des prochaines élections municipales. Nous avons proposé à la direction du PSU la présentation de listes unitaires des révolutionnaires, sur la base d'une plate-forme commune, faisant clivage avec la stratégie réformiste, plate-forme sur laquelle au demeurant, un large accord s'avère aisément possible. La direction du PSU préfère, jusqu'à présent, intégrer les listes de l'Union de la gauche, pour peu qu'on ne la contraigne pas à signer le programme commun. . Elle a engagé, apparemment avec succès, des négociation dans ce sens, notamment avec le PCF. Pour ce dernier, l'intégration directe du PSU permet à la fois de réduire la poussée électorale du PS et d'interdire la constitution de listes révolutionnaires susceptibles de polariser une frange de son électorat. Le PS peut, lui aussi, quoiqu'avec davantage de réticences, se prêter à cette opération, notamment parce qu'il espère, à moyen terme, accueillir dans ses rangs la majeure partie des élus PSU. **Pour le PS et le PC , il s'agit d'ancrer le PSU dans l'Union de la gauche, casser l'eventualité d'un pôle unitaire des révolutionnaires, dans la perspectives des législatives de 78 et des présidentielles de 81 , où dès le premier tour, pas une voix ne doit manquer à l'appel...**

Si la direction du PSU a choisi de se prêter à cette opération, c'est parce que son manque de confiance en sa propre ligne de structuration autonome des forces autogestionnaires, sa terreur de la « marginalisation » , lui font apparaitre la ligne de pression interne sur les grands partis de la gauche traditionnelle comme la seule issue réaliste. Il faut être d'une façon ou d'une autre, dans l'Union de la gauche, pour ne pas avoir à se compter, conserver des élus et garder ainsi toutes ses chances d'influer sur la ligne de l'Union de la gauche, modestement d'abord, de façon déterminante ensuite, lorsque la poussée des masses modifiera brusquement les

rapports de forces, avivant les contradictions et les différenciations internes des grandes organisations.

Il y a là un refus de travailler à la constitution d'un pôle révolutionnaire, s'affirmant comme force politique autonome face aux réformistes ; l'illusion qu'en l'absence d'un tel pôle, on peut infléchir de l'intérieur l'Union de la Gauche vers des positions de lutte de classe, la démission devant la nécessité d'affirmer en toutes circonstances — y compris en circonstances électorales — une alternative politique à la stratégie réformiste.

L'intégration du PSU aux listes de l'Union de la gauche apparait à l'avant-garde large — à la base d'un mouvement autogestionnaire, pour parler comme le congrès du PSU à Amiens — comme un ralliement pur et simple, quoique embarrassé. Il est compris comme un manque de confiance de l'extrême-gauche en elle-même. Il contribue à saper en conséquence sa crédibilité comme force politique porteuse d'une stratégie alternative. Il conforte la conviction que seuls les partis réformistes ont une réponse réaliste à la question du pouvoir.

Nous publions dans ce numéro les contributions de **Lucio Magri**, secrétaire général du **PDUP-Manifesto,** du secrétariat national de l'Organisation Communiste **Avanguardia Opéraïa**, contributions introduites par une présentation des trois principales oragnisations de l'extrême-gauche italienne. Suivent un débat avec **Jacques Julliard,** ex-membre du Bureau National de la CFDT et co-auteur, avec Edmond Maire du livre *La CFDT aujourd'hui,* une interview d'**Ernest Mandel**, dirigeant de la IVe Internationale, et un texte de **Roman Rodolsky** sur la révolution autrichienne de 1918 .

Nous publierons dans un prochain numèro d'autres contributions prévues pour celui-ci, mais que nous n'avons pu faire paraitre, faute de place, ou en raison de leur remise tardive. Il en est ainsi en particulier des contributions de la direction de **Lotta Continua** et des **Gruppi Communisti Rivoluzionnari**.

juillet 1976
Henri Weber

Errata :

A partir de la note 4, il y a décalage entre la numérotation dans le texte et la note en bas de page :
la note 5 dans le texte renvoie à la note 4 en bas de page, la note 6 à la note 5, la note 7 à la note 6 etc...